



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

MARCHE DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

CCATP N°SAD-20062

Mise à jour au 19/03/2025 (cf art 6.6, art 8.4, art 8.6 et art 9.6)

CCATP des marchés spécifiques ayant vocation à être conclus dans le cadre du système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique) ayant pour objet :

**FOURNITURE D'ARTICLES A USAGE UNIQUE POUR LE GROUPEMENT
REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE**

(5 CATEGORIES)

Table des matières

PREAMBULE	5
DEFINITIONS	6
CHAPITRE I : MODALITES RELATIVES AU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	8
ARTICLE 1. OBJET ET CATEGORIES DU système D'ACQUISITION DYNAMIQUE	8
1.1 OBJET	8
1.1 SUBDIVISION EN CATEGORIES	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU système D'ACQUISITION DYNAMIQUE	8
ARTICLE 3. DUREE DU système D'ACQUISITION DYNAMIQUE	9
ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU système D'ACQUISITION DYNAmIQUE	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DES CANDIDATS DU SAD	9
5.1 DISPOSITIONS GENERALES	9
5.2 CHANGEMENTS AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS AU SAD	9
CHAPITRE II : MODALITES RELATIVES AUX MARCHES SPECIFIQUEs	11
ARTICLE 6. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	11
6.1PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	11
6.2 DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHES SPECIFIQUES	11
6.3DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE	12
6.4 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX	12
6.5 MODALITES DE REMISE DES OFFRES	12
6.6 EVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES	12
6.7 NOTIFICATION	13
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES MARCHES SPECIFIQUES	13
7.1OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE	13
7.2 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES	14
7.3FORME DES MARCHES SPECIFIQUES	14
7.4 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE	15
ARTICLE 8. OBLIGATION DES TITULAIRES	16

8.1	DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	16
8.2	ASSURANCES.....	16
8.3	RESPONSABILITE	17
8.4	RECUPERATION DES DONNEES/REPORTING	17
ARTICLE 9. MODALITES D’EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES		17
9.1	EMISSION DES Bons de commandes.....	17
9.2	LIVRAISON	18
9.3	constatation de l'execution des prestations.....	18
9.4	DELAJ DE LIVRAISON.....	19
9.5	CLAUSE DE REPRISE.....	19
8.6	GARANTIE.....	19
ARTICLE 9. PRIX		20
9.1	PRIX DE REFERENCE	20
9.2	FORME DE PRIX	20
9.3	OFFRE PROMOTIONNELLE	20
9.4	achats ACCESSOIRES sur catalogue.....	21
9.5	INCITATIONS LOGISTIQUES	21
9.6	MODALITES DE REVISION DES PRIX	21
ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....		21
10.1	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	21
10.2	FACTURE ELECTRONIQUE.....	22
10.3	MODALITES DE PAIEMENT	23
10.4	DELAIS DE PAIEMENT	23
10.5	AVANCE	23
ARTICLE 11. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D’EXECUTION		23
ARTICLE 12. RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DU CODE DU TRAVAIL		24
ARTICLE 13. PENALITES		24
13.1	PENALITES De retard	24
13.2	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	25

ARTICLE 14. FIN DE MARCHES SPECIFIQUES.....	25
14.1RESILIATION DES MARCHES SPECIFIQUES	25
14.2INDEMNITES DE RESILIATION.....	26
ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN	27
ARTICLE 16. REGLEMENT DES LITIGES	27
ARTICLE 17. DEROGATION AU CCAG FCS.....	27

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1er juillet 2016 du GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE, dénommé ci-après GHT 44.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences : En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).

LE GROUPEMENT REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE :

Cette consultation s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un groupement de commandes régional, constitué selon les règles définies à l'article L2113-6 et Article L2113-7 du Code de la Commande Publique et régi par une convention constitutive signée par ses membres. La convention définit les règles de fonctionnement du groupement et l'étendue des engagements de chaque adhérent. Le groupement régional des Pays de Loire est constitué du GHT 44, du GHT 53, du GHT 85 et de 4 EHPAD (voir annexe 1 du CCATP).

Conformément à la convention constitutive du groupement, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, établissement support du GHT 44, a été désigné en tant que coordonnateur du groupement de commande.

Le coordonnateur est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants pour les marchés passés dans le cadre du groupement. A ce titre, il est compétent pour signer et notifier les marchés pour l'ensemble de ses adhérents.

Le coordonnateur est, par ailleurs, compétent dans la phase d'exécution des marchés passés dans le cadre du groupement pour :

- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants ou décision modificative de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché
- Etablir les certificats administratifs
- Décider des reconductions du marché
- Prendre la décision de résiliation totale au nom et pour le compte des établissements adhérents

L'exercice des autres compétences relève des établissements adhérant au groupement de commandes.

Le Système d'acquisition dynamique :

Pour la présente consultation, l'acheteur met en œuvre un Système d'Acquisition Dynamique (SAD) pour la fourniture d'articles à usage unique pour le Groupement Régional des Pays de Loire.

Le SAD est ouvert pendant toute sa période de validité à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Pour assurer l'égalité de traitement et permettre à tout opérateur économique intéressé de participer au SAD, l'acheteur offre par voie électronique un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation tout au long de sa durée de validité.

Le présent SAD est subdivisé en catégorie en fonction des spécificités des produits (matière première, tensions d'approvisionnement, utilité des produits) et répondant aux besoins en articles à usage unique des établissements adhérents au groupement.

DEFINITIONS

Système d'Acquisition Dynamique ou « SAD » : permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques pour des achats d'usage courant selon un processus ouvert et entièrement électronique de passation de marchés publics, par lequel le pouvoir adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés par catégorie.

« Marché Spécifique » : marché passé dans le cadre d'un Système d'Acquisition Dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés par catégorie. Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande dans les

conditions fixées à aux articles R2162-2, R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

« **Catégorie** » : le présent Système d'Acquisition Dynamique est subdivisé en catégorie de fournitures homogènes, définies sur la base des caractéristiques du marché spécifique à exécuter dans le cadre de la catégorie concernée.

« **Le coordonnateur** » : est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants pour les marchés passés dans le cadre du groupement de commande. A ce titre, il est compétent pour signer et notifier les marchés pour l'ensemble de ses adhérents.

« **Bénéficiaires** » : désigne les acheteurs qui ont recours aux Marchés spécifiques pour satisfaire leurs besoins par l'émission de bons de commande.

« **Les établissements adhérents** » : désigne les établissements ayant signé une convention de groupement de commande préalablement à la consultation. (cf. annexe 1 CCATP)

« **Certificat administratif** » : désigne un acte unilatéral actant une modification du Marché spécifique ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant (ex : offre de prix promotionnel, changement de dénomination sociale du Titulaire) ni la notification d'une décision modificative émanant du coordonnateur.

CHAPITRE I : MODALITES RELATIVES AU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

ARTICLE 1. OBJET ET CATEGORIES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

1.1 OBJET

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet la fourniture d'articles à usage unique du Groupement de commandes régional des Pays de la Loire.

1.1 SUBDIVISION EN CATEGORIES

Le SAD est découpé en 5 catégories :

- Catégorie 1 : Articles divers à usage unique (articles en plastiques, en carton, et en matière absorbante)
- Catégorie 2 : Essuyage à usage unique
- Catégorie 3 : Literie et habillement à usage unique
- Catégorie 4 : Masques à usage unique
- Catégorie 5 : Protection tête, pied et mains à usage unique

A titre indicatif et de manière non exhaustive, les fournitures pouvant faire l'objet d'un marché spécifique au sein d'une des cinq catégories sont définies dans l'annexe du Règlement de consultation.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- **LE PRESENT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP n°SAD-20062)**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi et ses annexes :
 - Annexe 1 : liste des adhérents
 - Annexe 2 : livraison et facturation

Le présent CCATP pourra être mis à jour au gré des évolutions de la réglementation.

- **LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services),

Cet ordre de priorité prévaut, en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

ARTICLE 3. DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

La durée du Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa publication. Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de huit ans. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

En cas de fin anticipée du système, un avis d'attribution sera publié par le CHU de Nantes. Cette décision sera notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus. La décision de mettre fin au SAD n'ouvre aucun droit à compensation financière pour les candidats admis à y participer.

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

L'accès au Système d'Acquisition Dynamique est ouvert durant toute sa période de validité, aux opérateurs économiques satisfaisants aux critères de sélection des candidatures par catégorie.

Le système d'acquisition dynamique donnera lieu à la conclusion de marchés spécifiques au sein des catégories. Chaque marché spécifique pourra apporter des modifications et des précisions complémentaires au présent cahier des clauses administratives.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DES CANDIDATS DU SAD

5.1 DISPOSITIONS GENERALES

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les bénéficiaires. S'ils n'y répondent pas, ils en informeront le Pouvoir adjudicateur en le justifiant.

Lors du lancement de chaque marché spécifique, les candidats admis au SAD sont invités à prendre connaissance des dernières mises à jour du dossier de consultation du SAD.

5.2 CHANGEMENTS AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS AU SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,

- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Il lui fait parvenir le cas échéant par lettre recommandée avec accusé de réception, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB. Ces changements seront vérifiés en amont afin de se prémunir de toute tentative d'escroquerie.

CHAPITRE II : MODALITES RELATIVES AUX MARCHES SPECIFIQUES

ARTICLE 6. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

6.1 PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les marchés spécifiques seront lancés directement via la plateforme de dématérialisation par le pouvoir adjudicateur, en fonction de la survenance du besoin, pendant toute la durée du SAD. Le pouvoir adjudicateur invitera tous les candidats référencés à déposer une offre sur la base du cahier des charges du marché spécifique. Seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque marché spécifique seront invitées à remettre une offre.

Cette demande indique :

- une description des prestations envisagées (CCT)
- les délais prévisionnels d'exécution
- la date et l'heure de remise de l'offre

Les offres seront analysées selon les critères pondérés indiqués dans la lettre de consultation.

Les clauses des marchés spécifiques compléteront celles du SAD mais ne pourront être en contradiction avec ces dernières.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

Pour la passation de chaque marché spécifique, le candidat au SAD dans chaque catégorie sera invité à remettre une offre sur la base des documents de consultation.

Les opérateurs économiques devront informer le CHU de Nantes, coordonnateur des marchés spécifiques, de leur adresse mail de référence. Ils sont responsables de la bonne communication de cette adresse. Ils devront ainsi veiller à contrôler sa conformité et à informer le coordonnateur de toutes modifications.

Le CHU de Nantes ne pourra en aucun cas être tenu responsable de la non réception par le titulaire de la lettre de consultation en raison d'une erreur dans l'adresse communiquée ou du défaut d'information de changement dans leur adresse de référence.

Le délai de remise des offres sera précisé dans la lettre de consultation. Il ne pourra être inférieur **à 10 jours ouvrés** à compter de la date d'envoi de la lettre de consultation.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le CHU de Nantes du motif de leur non-réponse.

6.2 DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHES SPECIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le candidat au SAD cadre sera invité à remettre une offre sur la base des documents de consultation.

Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités de remise des offres.
- Le bordereau de prix unitaire détaillant les produits visés

Le cas échéant, les documents pourront notamment comprendre :

- Un cahier des charges : descriptif technique des prestations à réaliser et conditions générales et / ou spécifiques des règles administratives
- Un acte d'engagement
- Un questionnaire propre au marché spécifique

6.3 DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix pour chacune des prestations concernées. Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du présent CCATP et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats devront remettre au minimum les éléments suivants :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté et signé pour le(s) catégorie(s) considéré(s),
- les fiches techniques des produits proposés

Des éléments supplémentaires pourront être demandés lors de la mise en concurrence notamment la remise d'échantillons. Lesdits éléments seront précisés dans la lettre de consultation du marché spécifique concerné.

L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution.

6.4 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT.

6.5 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques via le profil acheteur tel qu'indiqué dans les documents de consultation du marché spécifique.

6.6 EVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES

Les critères de sélection des offres et leur pondération seront basés sur le tableau suivant :

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100% et sera précisée dans chaque marché spécifique.

Catégories 1, 2, 3 et 5	
Intitulé des critères	Pondération
Qualité technique (fiche de test, essai...)	25 à 40 points
Qualité logistique (stockage, distribution, délai...)	5 à 20 points
Conditions financières et prix	50 à 70 points

Catégorie 4	
Intitulé des critères	Pondération
Qualité technique (fiche de test, essai, équipements et processus de production...)	30 points
Qualité logistique (stockage, distribution, délai...)	30 points
Qualité environnementale et sociétale	15 points
Conditions financières et prix	25 points

Les offres seront analysées selon les critères pondérés indiqués dans la lettre de consultation.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Toutefois conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique :

- le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié et à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses
- la Régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles

En aucun cas, la procédure ne pourra donner lieu à négociation.

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue. La lettre de consultation précisera les modalités d'attribution du marché spécifique

6.7 NOTIFICATION

Le pouvoir adjudicateur procédera à la notification du marché spécifique au titulaire.

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES MARCHES SPECIFIQUES

7.1OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE

Le marché spécifique porte sur la fourniture d'articles médicaux à usage unique découpée en plusieurs catégories. Le pouvoir adjudicateur pourra lancer une consultation de mise en concurrence portant sur une à cinq des catégories.

Le marché spécifique précise les prestations attendues des candidats admis au système d'acquisition dynamique. Il précise notamment :

- Le ou les adhérent (s) concerné(s)
- Les catégories concernées et les fournitures visées

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCATP.

NOMENCLATURE CPV :

	Catégorie	Désignation
Objet Principal	39550000-2	Articles en non-tissé
Objet supplémentaire	19520000-7	Produits en plastique
Objet supplémentaire	33760000-5	Papier hygiénique, mouchoirs, essuie-mains et serviettes de table
Objet supplémentaire	35113490-0	Blouses de protection
Objet supplémentaire	33000000-0	Matériels médicaux, pharmaceutiques et produits de soins personnels
Objet supplémentaire	35113460-1	Chaussettes ou articles de bonneterie de protection

7.2 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

En ce qui concerne la durée des marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD, le Pouvoir adjudicateur ne retiendra pas une durée d'exécution dépassant la durée de validité du SAD dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

La durée des marchés spécifiques sera précisée dans la lettre de consultation propre à chaque marché spécifique.

7.3 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES

Les « marché spécifiques » sont entendus comme des « marché spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le présent CCATP lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques sont des accords-cadres mono-attributaires s'exécutant par émission de bons de commande en application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est conclu avec une quantité maximale définie au sein des bordereaux de prix.

A titre indicatif, les quantités estimatives seront précisées dans les bordereaux de remise en concurrence.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de la période de référence des marchés spécifiques. Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix et des délais.

7.4 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE

Les pièces du marché spécifique, y compris l'offre du titulaire, s'ajoutent au socle contractuel du SAD, **dans sa dernière version mise à jour.**

Le système d'acquisition dynamique et les marchés spécifiques sont constitués par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du (des) marché(s) spécifique(s) signé par le titulaire et les bordereaux de prix
- La lettre de consultation transmise lors de chaque marché spécifique
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières N°SAD -20062, et ses annexes :
 - Annexe 1 : liste des adhérents
 - Annexe 2 : livraison et facturation
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0066 du 1^{er} avril 2021)
- Les différents textes réglementaires et leurs textes d'application et tout autre texte en vigueur se rapportant à l'objet du marché notamment les normes de la Communauté Européenne, les normes homologués ou enregistrées de l'AFNOR, entre autres
- les fiches techniques et le questionnaire dûment rempli

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables.

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés au contrat, **notamment les conditions générales de vente**, qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché spécifique ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 8. OBLIGATION DES TITULAIRES

8.1 DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des marchés spécifiques.

Le Titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le cas échéant, le Titulaire, agissant tant pour lui-même que pour le compte de ses salariés dont il se porte garant, s'engage à conserver la plus stricte confidentialité concernant les Prestations rendues par lui au groupement quand bien même lesdites prestations ne seraient pas par nature confidentielles et plus généralement sur toute information qu'il pourrait recueillir sur le groupement.

Le Titulaire s'interdit de divulguer, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, la nature et le contenu des prestations qu'il rend au groupement, et plus généralement toute information obtenue à l'occasion de l'exécution de ses marchés spécifiques et notamment les données nominatives.

Le présent engagement de confidentialité est conclu pour la durée couvrant à la fois la phase précédant la conclusion et l'exécution des marchés spécifiques, et reste en vigueur pour une durée de 3 ans à l'issue de l'exécution ou de la résiliation des marchés spécifiques.

8.2 ASSURANCES

Le titulaire de chaque marché spécifique devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du Pouvoir adjudicateur, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels des Bénéficiaires ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié.
- par ses matériels.

- du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

Le titulaire est donc invité à fournir une attestation d'assurance précisant l'étendue de la responsabilité garantie, dès le stade de la notification du marché.

8.3 RESPONSABILITE

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel notamment lors de ses interventions dans les locaux du Bénéficiaire.

8.4 RECUPERATION DES DONNEES/REPORTING

Le titulaire d'un marché spécifique s'engage à transmettre par courriel à l'acheteur référent du SAD (corinne.morice@chu-nantes.fr) un reporting selon les termes de la lettre de consultation.

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution du marché spécifique.

La lettre de consultation précisera le niveau de détail attendu.

ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

9.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Pour chaque marché spécifique, chaque établissement adresse aux fournisseurs retenus les bons de commandes qui comporteront :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché spécifique;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- le cas échéant, le caractère urgent de la commande

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 5 jours ouvrés à compter de la réception de dernier.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque adhérent pourront être honorés par le ou les titulaires.

En cas de non-respect des dispositions du présent article, le Bénéficiaire concerné se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité des périodes des marchés spécifiques.

9.2 LIVRAISON

Les fournitures devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le marché spécifique s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Les livraisons s'effectueront franco de port et d'emballage, au lieu, à la date et à l'heure précisées sur les bons de commandes.

Les emballages devront être convenablement étiquetés, selon la réglementation en vigueur.

Les fournitures seront accompagnées d'un bulletin de livraison indiquant :

- le nom du titulaire du marché et son adresse,
- la date de livraison,
- la référence de la commande,
- la désignation précise et la qualité des fournitures,
- les quantités livrées
- les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C

Le double du bon de livraison signé par les différents représentants des Etablissements Hospitaliers du groupement vaudra procès-verbal de réception de la livraison.

Le fournisseur est tenu de faire ses livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans chaque établissement. Il demeure responsable de tous dommages pouvant être causés à l'occasion des livraisons aux personnes (agents des établissements, usagers, visiteurs) ou aux biens, qu'ils soient commis par ses agents, représentants ou sous-traitants.

Le personnel préposé à la livraison doit se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement et le service réceptionnaire.

Adresse de livraison : Voir annexe 2 "Livraison et facturation"

9.3 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque adhérent.

Le Bénéficiaire peut émettre ses réserves de vérification par courrier électronique ou tout autre moyen qu'il juge approprié, au Titulaire.

Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

9.4 DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison maximum pour toute commande non spécifiée urgente est de **5 jours** à partir de la date de réception de la commande au fournisseur.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé à l'article 13 du présent CCATP.

En cas de livraison urgente, les Bénéficiaires prendront contact avec le fournisseur, le délai pourra être ramené à 48 heures après accord écrit entre les deux parties.

9.5 CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande du pouvoir adjudicateur sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire du marché spécifique.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire de l'accord cadre pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

8.6 GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et de services s'appliquent.

ARTICLE 9. PRIX

9.1 PRIX DE REFERENCE

Les prix de référence sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans le bordereau des prix de chaque marché spécifique ou calculés à partir des éléments figurant dans les documents constituant ce bordereau de prix.

Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché

9.2 FORME DE PRIX

Le marché spécifique sera traité à prix unitaire conformément aux bordereaux de prix joints à l'acte d'engagement.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises pour marchandises livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de prestation ou d'installation, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

9.3 OFFRE PROMOTIONNELLE

En cours d'exécution du marché spécifique, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des fournitures figurant dans le marché spécifique pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché spécifique adressera au coordonnateur son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- la désignation précise des fournitures concernées par l'offre promotionnelle.

- la durée de validité de l'offre promotionnelle.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seules fournitures figurant aux BPU annexes de l'acte d'engagement.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché spécifique sont ceux à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, pour les fournitures concernées.

Il est possible de déposer une première offre promotionnelle dès la remise de l'offre, en complément à l'offre de base.

Les taux de remise sont ceux prévus dans l'offre du Titulaire du marché spécifique.

9.4 ACHATS ACCESSOIRES SUR CATALOGUE

Les compléments de gamme de produits ne figurant pas sur le bordereau de prix unitaires doivent faire l'objet d'une "Remise sur catalogue". Le candidat propose un pourcentage de remise sur le bordereau des prix.

Ce(s) pourcentage(s) de remise s'applique(nt) uniquement sur l'ensemble des produits rentrant dans la gamme de produits désignée sur la ligne de produit et figurant dans son catalogue et tarif général applicable à l'ensemble de sa clientèle.

9.5 INCITATIONS LOGISTIQUES

Les marchés spécifiques pourront prévoir des conditions incitatives afin de rationaliser les approvisionnements.

Ces éléments seront précisés dans les lettres de consultation propres à chaque marché spécifique.

9.6 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les modalités de révisions des prix seront précisées dans la lettre de consultation

ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du CCAG-FCS.

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, le n° siret et l'adresse du prestataire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du SAD et du marché spécifique ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- la fourniture livrée ou la prestation exécutée ;
- les quantités livrées ou exécutées ;
- le prix net hors taxe de chaque fourniture ou prestation ;
- le prix des prestations accessoires, le cas échéant ;
- le montant total HT
- le taux et le montant de la TVA, pour la France métropolitaine. NB : pour certains DROM-COM, il n'y a pas de TVA (conditions FCA)
- le montant total des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante : cf. annexe 2 "livraison et facturation.

10.2FACTURE ELECTRONIQUE

L'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

10.3 MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public de l'établissement adhérent.

10.4 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au chapitre 2 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article R.2192-11 du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture dans le service comptable de l'établissement adhérent (il appartient au titulaire de faire la preuve de cette date, par tout moyen attestant d'une date certaine de réception), jusqu'au décaissement par le Trésorier de l'établissement adhérent.

10.5 AVANCE

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5.0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

ARTICLE 11. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Si l'évolution de la réglementation en vigueur impose une modification des fournitures, le marché spécifique pourra être modifié par voie d'avenant dans la limite des exigences du droit de la commande publique.

ARTICLE 12. RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DU CODE DU TRAVAIL

Le Titulaire est tenu de fournir au Pouvoir adjudicateur, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail.

En cas de non accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7.

Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le Titulaire encoure l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

ARTICLE 13. PENALITES

13.1PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulatives. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

En cas de retard de livraison manifeste du seul fait du titulaire, celui-ci peut encourir, par jour de retard, des pénalités de retard, à la discrétion de l'établissement adhérent concerné et sans que l'accord préalable du coordonnateur soit nécessaire. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ où :}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur HT de l'ensemble des fournitures figurant sur le bon de commande dans lequel figurait le produit livré en retard

R = le nombre de jour de retard, y compris les samedis et dimanches, à compter de la date indiquée sur le bon de commande

Par ailleurs un forfait de 100 euros sera appliqué dès le premier jour de retard de livraison pour couvrir les frais administratifs engendrés par le retard de livraison.

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations (absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations du pouvoir adjudicateur, absence à une réunion sur site, non diffusion des comptes rendus...), une pénalité forfaitaire de 100 euros TTC pourra être appliquée, par manquement.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures, changements de personnel dédié à la réalisation du marché sans information préalable du pouvoir adjudicateur...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée, par manquement.

En cas de non transmission annuelle des données de reporting demandées et précisées dans chaque marché spécifique, une pénalité correspondant à 0,5% du chiffre d'affaires annuel réalisé à ligne de produit chez le titulaire du marché spécifique pourra être demandé par le pouvoir adjudicateur.

13.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire s'engage à informer l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements adhérents. Cette information doit avoir lieu dans la semaine qui précède la rupture avec une confirmation écrite transmise dans les plus brefs délais. La date ou période de retour à la normale des livraisons doit être indiquée.

En cas de rupture d'approvisionnement prolongée et dans l'hypothèse où une commande n'a pas été exécutée dans un délai de 10 jours, les établissements adhérents pourront pourvoir à leurs besoins aux frais du titulaire en s'approvisionnant auprès d'un autre fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement adhérent, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire et obligatoirement déduite de factures présentées à son profit.

En cas de non présentation de factures, un titre de recette sera émis par l'établissement adhérent.

Par dérogation à l'article 45 au CCAG FCS, dans le cas où le titulaire ne remédierait pas, dans un délai d'un mois, à ses difficultés d'approvisionnement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché spécifique pour faute du titulaire en application de l'article 14 du présent CCATP.

ARTICLE 14. FIN DE MARCHES SPECIFIQUES

14.1 RESILIATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les bénéficiaires des marchés spécifiques peuvent mettre fin à l'exécution du marché spécifique dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution d'un marché spécifique dans les mêmes conditions.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, sauf dans les cas prévus aux i, j, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, la décision de résiliation pour faute du Titulaire ne pourra intervenir qu'après l'envoi au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure lui enjoignant de

se conformer à ses obligations contractuelles, restée sans effet pendant un mois à compter de sa date de réception.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande émis par un Bénéficiaire ;
- Le Titulaire a apporté sans approbation du bénéficiaire des modifications sur un élément substantiel des prestations ou des fournitures ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché spécifique notamment en cas de :
 - retard dans l'exécution des prestations et/ou de retard de livraison répétés ;
 - erreurs de facturation répétées ;
 - manquements répétés au CCTP et/ou CCAP ;
 - non-conformité des produits au CCTP et/ou aux fiches techniques.
- Le Titulaire n'informe pas de manière répétée le PA et/ou les Bénéficiaires des ruptures d'approvisionnement ;
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

14.2 INDEMNITES DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation prononcée pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché spécifique pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché spécifique à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des adhérent(s) au groupement est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

ARTICLE 16. REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le Bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable de Nantes pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire, dans les conditions fixées aux articles R.2197 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévus par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

ARTICLE 17. DEROGATION AU CCAG FCS

Articles du présent CCATP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 7.4	Article 4 (pièces contractuelles)
Article 13.1	Article 14.1 (Pénalités de retard)
Article 13.2	Article 45 (Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire)
Article 14.1	Article 41 (Résiliation pour faute du titulaire)
Article 14.2	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)